

*Frédéric Fogacci, Cédric Francille et Gilles Le Béguec
(dir.)*

L'élection présidentielle de 1969

Georges Pompidou

Études
N° 7



P.I.E. Peter Lang

Introduction

Certains événements semblent condamnés à être définis par ce qui les a rendus possibles, ou par ce qu'ils ont rendu possible, sans pour autant faire en eux-mêmes l'objet d'une analyse propre. Il semble en être ainsi des élections présidentielles de 1969 – les troisièmes de la V^e République, et les troisièmes de l'Histoire de la France contemporaine organisées au suffrage universel, après celles de 1848 et de 1965 –, consécutives aux deux « ruptures » que sont l'échec du référendum du 27 avril 1969 et le départ de l'Élysée du général de Gaulle¹. Dans la majorité des schémas interprétatifs de la période, les élections qui ont suivi auraient dès lors été entièrement définies par cette question centrale, fondamentale : la V^e République peut-elle survivre à son fondateur ? En somme, ces élections n'auraient alors eu d'autre enjeu qu'un enjeu de définition du Régime, le second tour opposant un partisan de la continuité, Georges Pompidou, ancien Premier ministre du Général, à un partisan d'une reparablementarisation du Régime, Alain Poher, président du Sénat. Autre hypothèse, ces élections présidentielles auraient constitué le « second tour » du référendum d'avril, démontrant l'incapacité de la mobilisation antigaulliste à se muer en force de proposition, en raison notamment des divergences entre les centristes et la gauche. Plus précisément, dans l'histoire des campagnes et élections présidentielles, elles sont souvent présentées comme une parenthèse dans la marche à la bipolarisation de la vie politique française, ébauchée en 1965 par le vote de ballottage opposant le général de Gaulle à François Mitterrand, et pleinement achevée en 1974. En 1969, la désunion de la gauche et son élimination du second tour auraient donc pu résumer l'enjeu de l'élection à une « guerre de Succession », selon la formule de Roger-Gérard Schwartzberg², entre Georges Pompidou, ancien Premier ministre du Général et candidat de la « continuité », et Alain Poher, candidat à la fois d'une coalition centriste critique vis-à-vis du Général, et d'un courant désireux de redéfinir la fonction présidentielle dans un sens bien moins interventionniste dans l'exécutif.

Pour plusieurs raisons, il a semblé légitime d'interroger ce schéma, afin d'éclairer pleinement un moment crucial de la carrière politique de Georges Pompidou, mais également de se demander si ces élections

¹ À ce sujet, l'étude dont nous sommes partis est « Les consultations électorales d'avril-juin 1969 », *Revue française de science politique*, vol. XX, n° 2, avril 1970.

² Cf. Roger-Gérard Schwartzberg, *La guerre de succession*, Paris, PUF, 1970.

n'étaient pas porteuses d'une modernité politique sous-estimée, aussi bien dans les modalités de campagne que dans la redéfinition du jeu politique ou que des enjeux fondamentaux de la campagne. Remarquons tout d'abord que cette campagne électorale s'inscrit dans l'ombre portée de la crise de Mai 68, dont certains effets de moyen terme, comme l'affaiblissement de la gauche traditionnelle, se font sentir. En 1969 s'amorce la fin des années de forte croissance pour le pays, et il s'agit de redéfinir un projet de société pour la décennie 1970 dans un temps de campagne extrêmement réduit. On aurait tort de mésestimer les options politiques adoptées à l'occasion de cette campagne, car beaucoup influenceront sur les années suivantes, qu'il s'agisse de l'échec de la ligne sociale-démocrate à la SFIO, qui ouvre la voie à la future Union de la gauche, ou du ralliement définitif d'une partie du centre droit à Georges Pompidou. En apportant son soutien à celui qui fut son chef de Gouvernement alors qu'il avait appelé à voter « non » au Référendum, Valéry Giscard d'Estaing conquiert en outre une place importante dans la future majorité.

En somme, c'est bien une refondation qui s'opère en un temps réduit, même si une question centrale domine les débats : comment incarner la fonction présidentielle après le général de Gaulle, qui l'a incarnée et largement définie en imposant son interprétation de la constitution. Le débat est sans doute plus ouvert qu'en 1965, où la candidature du Général et le positionnement qu'elle suscitait avaient finalement mobilisé le débat³. L'élection de 1969 est sans doute bien plus une élection de proposition, au cours de laquelle chaque famille politique tente à sa manière de définir un projet et une conception propres du fonctionnement de la V^e République, avant que l'effet mécanique de la bipolarisation du champ politique ne fixe durablement les choses. Dans le contexte de l'après-Mai 68, des tensions internes traversent les différentes familles, et cette élection permet une redistribution des cartes, assurant la transition du gaullisme de rassemblement comme famille dominante à droite, tandis qu'en poussant à son terme l'échec de la SFIO, levant l'hypothèque d'un regroupement de centre-gauche, elle annonce une rénovation de la gauche passant par l'alliance socialo-communiste, mais intégrant également des familles minoritaires, comme le PSU.

À la modernité des thématiques répondent d'ailleurs le recours aux moyens modernes de séduction de l'opinion, la construction de figures présidentielles capables de se proposer à la succession du général de Gaulle. Il y a en effet sens à dire que la campagne de 1969 est, de manière sans doute plus décisive que celle de 1965, la première campagne présidentielle « moderne », au sens où elle fait appel à des équipes de campagnes nombreuses

³ À ce sujet, voir bien sûr Jean-Luc Parodi, « Sur l'élection présidentielle », *Revue française de science politique*, 1967, pp. 119-135.

et formées, professionnalisées, et ouvertes à de nouvelles méthodes de communication, parmi lesquelles un recours massif à la publicité politique. On est bien loin de l'équipe réduite accompagnant François Mitterrand en 1965, ou de la relative désorganisation de la campagne du général de Gaulle, menée par les associations de soutien et non par un parti politique. Dans ce domaine, on assiste déjà entre les candidats à des fortes oppositions concernant la part de la personnalisation dans la candidature, l'utilisation des appareils partisans et des comités de soutien, l'exploitation des moyens modernes de campagne (presse, affiche, publicité, produits dérivés). Dans une assez large mesure, la campagne de Georges Pompidou se démarque volontairement de celle de Charles de Gaulle en 1965, mais aussi de celle de son principal adversaire, Alain Poher.

Précisément, il nous a également semblé qu'un colloque consacré à ces élections était également nécessaire pour compléter et préciser un moment crucial de la vie politique de Georges Pompidou. Si la démission du général de Gaulle surprend sans doute l'ancien Premier ministre, qui a jusqu'au bout loyalement fait campagne pour le « oui » au référendum et se défendra avec véhémence de toute accusation de duplicité, elle l'oblige à accélérer un processus de présidentialisation sans doute entamé avec la crise de 1968, dans laquelle il gagne à ses propres yeux des galons d'homme d'État apte à exercer la magistrature suprême, et qu'il poursuit avec le célèbre discours de Rome de janvier 1969 affichant sa vocation à être un jour candidat à une élection présidentielle. La campagne accélérée contraint Georges Pompidou à régler rapidement plusieurs problèmes politiques fondamentaux. Sa relation avec le général de Gaulle, tout d'abord, centrale dans sa définition de la fonction présidentielle. Si Georges Pompidou ne cesse de proclamer sa fidélité au Général, entamant son ultime intervention radiophonique avant le premier tour par un hommage appuyé, il n'en concède pas moins qu'il ne pourra exercer la fonction présidentielle de la même manière que le Général. La campagne de terrain, la recherche d'une proximité avec les notables locaux, la mise en avant du parti, l'UNR, dans l'appareil de campagne, permettent à Georges Pompidou de définir en creux un modèle présidentiel alternatif. Le second problème consiste à passer du bilan au projet, de donner une pérennité politique au gaullisme. Les enjeux programmatiques sont ici essentiels, et Pompidou possède sans doute sur ses rivaux l'avantage d'avoir déjà mûri sa réflexion sur ses dossiers, en particulier pour les questions économiques et agricoles, très présentes dans ses discours de campagne. Il s'agit également pour Pompidou de définir une majorité alternative, le gaullisme ayant été mis en minorité lors du référendum de 1969. Les ralliements des républicains indépendants, mais également des centristes du PDM lors de la campagne ouvrent dans ce domaine des perspectives d'avenir. Enfin, on peut noter que l'équipe de proches collaborateurs qui suivra Georges

Pompidou à l'Élysée, animée par Édouard Balladur et Michel Jobert, a la haute main sur l'organisation matérielle de la campagne et la préparation des dossiers. Bref, cette campagne constitue pour Georges Pompidou un moment de reconfiguration politique particulièrement réussi, et sans doute une base solide et fondatrice pour entamer son mandat présidentiel.

Le choix a été cependant fait de ne pas limiter nos travaux à la place de ces élections dans le parcours de Georges Pompidou, mais d'essayer de réfléchir autour de deux thématiques centrales, 1969 comme moment de reconfiguration de la vie politique française, aussi bien dans les équilibres partisans qu'institutionnels, et 1969 comme moment clé de la modernisation de la vie politique française, aspect qui nous a semblé jusqu'ici sous-estimé. Dans ce but, quatre grands axes ont été dégagés et explorés.

Le premier concerne la mise en place de l'élection, et l'élaboration progressive d'un « après-gaullisme » dans la vie politique française. Comment Georges Pompidou parvient-il progressivement à se poser en successeur potentiel de Charles de Gaulle à la tête de l'État ? Est-il pour autant un simple héritier, ou ne définit-il pas au préalable un projet politique sinon alternatif, du moins fortement personnel ? L'élection se résume-t-elle à définir un « après De Gaulle » ? La contribution de Gérard Grunberg pose les enjeux politiques de l'élection, et notamment l'importance de l'exercice de redéfinition de la fonction présidentielle (« On veut un homme et non un bonhomme », selon le slogan déployé à l'époque) : si la candidature d'Alain Poher, président du Sénat, apparaît dans la continuité de la campagne référendaire, elle ne peut avoir comme programme implicite que l'amenuisement des prérogatives présidentielles et la reparablementarisation du Régime. Pourtant, sa popularité dans l'opinion aux débuts de la campagne peut un temps laisser à penser que cela correspond aux souhaits de l'opinion publique. Sabrina Tricaud-Turpin, Jérôme Pozzi et Bernard Lachaise montrent également que la candidature de Georges Pompidou est sans doute moins absolument évidente qu'elle n'y paraît dans les milieux gaullistes. Une forme de gaullisme non conformiste, parfois dirigée contre la démarche pompidolienne, s'est déployée, ce qui amène notamment une partie des gaullistes de gauche à dénier à Georges Pompidou la légitimité à succéder au Général. La très bonne connaissance du mouvement que possède Pompidou, l'aura que sa gestion de la crise de 1968 lui offre dans les milieux parlementaires constituent dès lors des atouts décisifs pour neutraliser les réticences. Mais comme le suggère Jérôme Grondeux, cette campagne est aussi pour l'ancien Premier ministre l'occasion de proposer une reformulation du gaullisme, visant à lui permettre de se perpétuer et de survivre au général de Gaulle.

Ensuite, on s'intéressera à la campagne présidentielle elle-même, afin d'éclairer la stratégie des différents candidats, ainsi que les moyens mis en œuvre. Peut-on dire que Georges Pompidou, notamment par l'utilisation de l'appareil partisan, se distingue en menant la première campagne présidentielle « moderne » ? Peut-on dire que le dispositif de campagne dévoile la conception présidentielle des divers candidats ? Quel est le rôle joué dans une campagne à la fois nationale et personnalisée par des acteurs au statut ambigu (mouvements de jeunesse, comités de soutien, etc.) ? Quel usage est-il alors fait des moyens modernes de communication politique (sondages, publicité, utilisation des médias ?) De fait, il serait erroné de considérer la campagne à l'aune de son résultat final, l'une des victoires les plus larges au second tour de l'histoire de la V^e République, la plus large si l'on met de côté la situation exceptionnelle de 2002. Georges Pompidou part avec le handicap de l'échec du référendum, il importe pour lui de sortir de cette spirale négative, qui se traduit par un important retard initial face à Alain Poher dans les enquêtes d'opinion. Sa victoire relève donc de la mise en place d'une machine électorale efficace, d'une campagne éclair qui tire pleinement les leçons de l'échec relatif de 1965. Une large part est faite aux élus, au parti, même si pour cela les gaullistes commencent à se démarquer du modèle gaullien du président comme homme de rassemblement par-delà les partis politiques. L'utilisation des médias, le recours aux sondages d'opinion, étudiés par Ricardo Brizzi ; mais également l'engagement personnel du candidat, qui descend dans l'arène et part à la rencontre des Français, sont des points fondamentaux du succès électoral. Par contraste, Alain Poher voit sa campagne limitée par sa position de président par *intérim*, qui avant le second tour limite son implication personnelle, mais aussi par son refus de la personnalisation, son projet politique impliquant une limitation des prérogatives de la fonction à laquelle il est candidat. Surtout, la diversité de ses soutiens et le manque de cohésion de sa campagne électorale soulignent *a contrario* l'efficacité et la mobilisation des gaullistes, comme le montre bien Cédric Francille.

Pourtant, troisième axe, l'élection ne se résume nullement à un duel Pompidou/Poher : il s'agit d'un moment de recomposition politique, aussi bien à droite qu'à gauche. Les centristes sont l'objet de toutes les batailles, comme le montrent les communications de Matthias Bernard et de Sylvie Guillaume, car c'est précisément eux qui détiennent l'une des clés de l'élection, la possibilité de sortir du cycle du référendum pour entrer dans une campagne de projet. Le rôle de Valéry Giscard d'Estaing, et de son ralliement, après quelques hésitations, à Georges Pompidou, est fondamental, en ce que la frontière entre les « ouiistes » et les « nonistes » du mois d'avril disparaît. En contrepartie, Georges Pompidou accepte de laisser aux centristes une place importante dans la campagne, notamment

dans les comités de soutien, ce qui augure de leur retour dans la majorité et au gouvernement. Pour certains, l'élection de 1969 contribue à refermer la fracture avec le gaullisme datant de 1962 : Georges Pompidou offre une possibilité de ralliement au régime que le tournant post-68 du gaullisme n'avait pas permis. Cependant, à gauche aussi, la campagne de 1969 peut apparaître comme un moment de basculement et de recomposition. La campagne sociale-démocrate de Gaston Defferre, menée en ticket avec Pierre Mendès France, étudiée par Anne-Laure Ollivier et Christine Vodovar, voit la SFIO connaître un creux historique, talonnée alors par la gauche alternative incarnée par le PSU et son candidat Michel Rocard. Au contraire, le PCF mène sa campagne la plus aboutie de la V^e République, le duo entre le candidat Jacques Duclos et le secrétaire général Waldeck Rochet permettant de rassembler largement, au-delà même de l'électorat communiste. Cette campagne peut apparaître comme un moment charnière en ce qu'en disqualifiant la stratégie d'autonomisation des socialistes et en précipitant la fin du rôle de Pierre Mendès France comme leader de premier plan, elle ouvre pleinement la voie à la stratégie d'Union de la gauche initiée par Alain Savary, et menée à son terme par François Mitterrand : cet échec a pour effet paradoxal de définitivement « convertir » la gauche aux règles de fonctionnement de la V^e République.

Enfin, on aurait tort d'oublier que ces élections de 1969 sont la première échéance électorale majeure en France depuis la crise de mai-juin 1968. En quoi est-elle porteuse d'une forme de modernité sociale et sociétale ? La « société civile » y impose-t-elle ses préoccupations dans le débat politique ? Les études de Christine Manigand sur les milieux européistes, Laurent Jalabert sur la jeunesse, Lucia Bonfreschi sur les intellectuels ou Dominique Andolfatto sur l'implication des syndicats permettent de nuancer la vision que l'on pourrait avoir d'un débat politique monopolisé par les enjeux institutionnels. L'« ombre portée » de 1968 est bien présente : l'étude originale de Claire Blandin sur l'utilisation par Georges Pompidou de la presse grand public, la personnalisation, la mise en avant de sa famille, montre bien que l'on rompt à l'occasion avec une certaine solennité gaullienne : il s'agit d'« humaniser » la fonction présidentielle, et tous les candidats s'y essaient, avec plus ou moins de bonheur. Chaque parti tente également à sa manière de tirer les leçons de la crise, même si l'on ressent également dans le discours politique une forme de réserve à tirer de manière trop définitive les leçons de 1968.

Il nous reste à remercier les personnes et institutions ayant rendu ce colloque et cette publication possibles, les intervenants, l'Association Georges Pompidou, son président, Bernard Ésambert, et ses secrétaires scientifiques, Emilia Robin-Hivert et Cédric Francille, le labex EHNE (Écrire une nouvelle histoire de l'Europe), dirigé par Éric Bussière, en particulier l'axe n° 2, « Épistémologie du politique », pour son soutien

financier, et l'Université Paris-Sorbonne, qui a bien voulu accueillir nos débats : nous remercions son président Barthélémy Jobert et le directeur de la Maison de la Recherche, Olivier Forcade. Nous tenons enfin à exprimer notre gratitude aux témoins dont le propos est venu enrichir et parfois rectifier le travail des historiens, notamment Jean-Pierre Soisson, Robert Poujade et Jean Charbonnel, dont nous tenons ici à saluer la mémoire.

Gilles Le Béguec et Frédéric Fogacci.